

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 31/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAYNAL et ROQUELAURE Provence

Vieux Chemin de Piolenc
84850 Camaret-Sur-Aigues

Références : D-0083-2025
Code AIOT : 0006400411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement RAYNAL et ROQUELAURE Provence, implanté Vieux Chemin de Piolenc - 84850 Camaret-sur-Aigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À la suite d'un dépassement de la concentration seuil en légionelles de 100 000 UFC/l survenu en décembre 2022 sur la tour aéroréfrigérante (TAR) Baltimore et compte tenu des non-conformités réglementaires mises en évidence lors de la vérification des deux TAR exploitées sur le site (vérification réalisée le 12/07/2023 par un organisme extérieur compétent), la société Raynal et Roquelaure a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 14/11/2023, de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La visite d'inspection du 04/10/2024 a pour objectif de contrôler le respect de l'arrêté de mise en demeure susvisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAYNAL et ROQUELAURE Provence
- Vieux Chemin de Piolenc - 84850 Camaret-sur-Aigues
- Code AIOT : 0006400411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Raynal et Roquelaure Provence est spécialisée dans la fabrication et le conditionnement de produits alimentaires appertisés, à base de produits alimentaires d'origines végétale et animale. Elle est autorisée au titre de la législation des installations classées par arrêté préfectoral n°SI2010-06-04-0040-PREF du 4 juin 2010 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à ...	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. a)	Levée de mise en demeure
2	Conception	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. c)	Levée de mise en demeure
3	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.	Levée de mise en demeure
5	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à ...	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)	Levée de mise en demeure
6	Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à ...	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)	Levée de mise en demeure
7	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. b)	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société RAYNAL et ROQUELAURE Provence a respecté en grande partie l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/11/2023. Il demeure deux prescriptions réglementaires pour lesquelles l'Inspection ne peut pas proposer la levée de la mise en demeure : l'Inspection demande à l'exploitant de réaliser des actions correctives (relatives au carnet de suivi) et de fournir des justificatifs (relatifs à l'analyse méthodique des risques), sous un délai maximal d'un mois.

2-4) Fiches de constats

NB : L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/11/2023 concerne les deux tours aéroréfrigérantes exploitées par la société Raynal et Roquelaure. La TAR JACIR ayant été mise à l'arrêt définitif le 18/10/2024 et démantelée le 27/11/2024, les constats suivants sont donc strictement limités à la TAR Baltimore.

N° 1 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. a)
Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyses microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.
Constats : Pour rappel, la société APAVE avait procédé en date du 12/07/2023 à une vérification de la TAR Baltimore, conformément aux dispositions du point 3.7.II.1.b de l'annexe 1 de l'AM du 14 décembre 2013. Le rapport de vérification de la société APAVE n°100137945-001-1 du 05/09/2023 faisait état d'un bras mort non identifié et non géré ; il s'agissait de la canalisation de vidange de l'installation. À la suite des actions correctives apportées, la société APAVE a procédé à une nouvelle vérification de la TAR Baltimore le 21/05/2024. Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024, transmis à l'Inspection par courriel du 11/07/2024, indique que le bras mort a été correctement identifié et géré. En séance, l'exploitant indique qu'une purge automatique (toutes les 24 heures) a été mise en place au niveau de la canalisation de vidange. L'identification du bras mort et l'action corrective mise en place apparaissent dans l'analyse méthodique des risques, présentée en séance (voir constat n°4).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de mettre en place une vérification périodique du bon fonctionnement de l'électrovanne commandant la purge de la canalisation de vidange de la TAR BALTIMORE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 2.5.2. c)
Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.
Constats : Le rapport de vérification n°100137945-001-1 du 05/09/2023 faisait état de la présence de tartre sur le dévésiculeur de la TAR. Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024 indique un bon état du dévésiculeur. En séance, l'exploitant indique qu'il a mis en place un nettoyage, détartrage, désinfection de la TAR, avec notamment la dépose et le nettoyage/détartrage/désinfection du dévésiculeur, par une entreprise extérieure à fréquence semestrielle. La dernière intervention a été réalisée le 25 juillet 2024. L'inspection relève de plus que le dévésiculeur a été remplacé par un dévésiculeur neuf le 07/03/2024. L'exploitant a transmis à l'Inspection le certificat établi par la société Baltimore Aircoil International en date du 22/05/2024 attestant de la performance du dévésiculeur (les pertes par entraînement sont garanties inférieures à 0,01 % du débit de l'eau pulvérisée, pour les conditions de débit d'air et de débit de pulvérisation nominales).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.
Constats : Le rapport de vérification n°100137945-001-1 du 05/09/2023 faisait état de l'absence d'attestation de moins de 5 ans pour la responsable QHSE.

<p>Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024 indique un état conforme.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté à l'Inspection le plan de formation à jour, ainsi que les attestations de formation. Une nouvelle responsable QHSE a pris ses fonctions le mois dernier ; elle sera prochainement inscrite au programme de formation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à ...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. a)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification de la société APAVE n°100137945-001-1 du 05/09/2023 indiquait que les points suivants n'avaient pas été pris en compte dans l'AMR : implantation, conception, configuration hydraulique, moyens de surveillance mis en œuvre.</p> <p>Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024 indique un état conforme.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté à l'Inspection l'AMR de la TAR, révisée en mai 2023 (version présentée en séance mise à jour en date de décembre 2023). Les thématiques manquantes relevées par l'APAVE ont été pris en compte.</p> <p>L'Inspection relève que le plan d'actions, associé à l'AMR, comportent des actions dont la majorité ont été soldées. Toutefois, il apparaît que certaines actions comportent une date d'échéance, mais pas de date de réalisation (= date d'effectivité dans le document) (ex. lignes 21, 28, 35) ou encore d'autres actions ne comportent pas de date d'échéance (ex. lignes 41 à 45, 46, 52).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera à l'Inspection l'état d'avancement des actions qui ne comportent pas de date d'échéance et/ou de date de réalisation dans l'AMR.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatifs</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à ...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. b)</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.
Constats : Le rapport de vérification de la société APAVE n°100137945-001-1 du 05/09/2023 indiquait l'absence d'un plan de surveillance. Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024 indique un état conforme. En séance, l'exploitant a présenté à l'Inspection le plan de surveillance établi par le traiteur d'eau, la société BWT (issu du document intitulé "Cahier de système de refroidissement : stratégie et procédures", Rév. n°2 du 07/04/2023). Le plan de surveillance, présenté sous la forme d'un tableau, liste un ensemble de paramètres pour lesquels des valeurs cibles, des valeurs d'alerte et des valeurs d'actions sont établies. Le tableau identifie les causes probables de dérive, les actions correctives en cas de dépassement du seuil d'alerte et les actions curatives en cas de dépassement du seuil d'actions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 1. c)
Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
Constats : Le rapport de vérification de la société APAVE n°100137945-001-1 du 05/09/2023 indiquait que le délai susvisé n'était pas connu de l'exploitant. Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024 indique un état conforme. L'exigence réglementaire est désormais connue et identifiée dans l'AMR consultée en séance. Pour rappel, la TAR Baltimore fonctionne en continu (pas d'arrêt saisonnier) ; les arrêts prolongés correspondent à des arrêts techniques programmés ou non.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. I. 2. b)
Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art.
Constats : L'exploitant a présenté en séance à l'Inspection la fiche de traitement, qui consiste en : <ul style="list-style-type: none">• une injection en continu d'un biocide oxydant ;• une injection en continu d'un produit antitartre et dispersant ;• une injection ponctuelle (deux fois par semaine) d'un biocide non oxydant. L'exploitant a également présenté le certificat, établi le 11/12/2023 par la société BWT, qui atteste que les produits de traitement utilisés sont compatibles entre eux, aux dosages mis en œuvre, et compatibles avec les matériaux constitutifs de l'installation. Les pompes doseuses font l'objet d'un contrôle mensuel par le traiteur d'eau. Le conductimètre fait l'objet d'un contrôle et d'un étalonnage également tous les mois par le traiteur d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera à l'Inspection, sous un mois, si le conductimètre fait l'objet d'un étalonnage par une société extérieure spécialisée en métrologie, et si oui, à quelle fréquence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article I > 3.7. IV. 2.
Thème(s) : Risques accidentels, Risque légionelles
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">• les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;• les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;• les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;• les périodes d'arrêts complet ou partiels ;• le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>,

<p>permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; • les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; • les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; • les modifications apportées aux installations.
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification de la société APAVE n°100137945-001-1 du 05/09/2023 indiquait que le carnet de suivi était incomplet, notamment les rejets en eau de la TAR et les consommations annuelles en produits de traitement n'y figuraient pas.</p> <p>Le rapport de vérification n°T230089139 du 01/07/2024 indique que les consommations annuelles en produits de traitement ne figurent toujours pas au carnet de suivi.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté le carnet de suivi de la TAR Baltimore ; l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les volumes d'eau rejetés par l'installation ne sont pas renseignés, en l'absence d'un compteur sur le point de rejet ; • le suivi des consommations en produits de traitement a été mis en place ; • le carnet de suivi présente uniquement les résultats du suivi réalisé par le traiteur d'eau ; les résultats du suivi réalisé en interne ne sont pas tracés dans le carnet ; • le suivi des résultats de concentrations en Legionella pneumophila est réalisé sur un fichier informatique, distinct du carnet de suivi.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le carnet de suivi doit être complété avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les volumes mensuels d'eau rejetés par l'installation ; • les résultats du suivi réalisé en interne. <p>Il convient de faire apparaître dans le tableau retraçant les résultats des paramètres de surveillance, les valeurs seuils d'alerte et d'actions.</p> <p>Il est nécessaire de pouvoir faire le lien entre les dérives constatées dans le tableau de suivi des résultats de concentrations en Legionella pneumophila et les actions correctives et curatives engagées, tracées dans le carnet de suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>